

**Communiqué de presse du CCFD-Terre Solidaire**  
**24 septembre 2009**

**Réaction à l'intervention télévisée du président :**

**Paradis fiscaux : N. Sarkozy vend la peau de l'ours avant de l'avoir tué**

Le CCFD-Terre solidaire attendait de la France davantage de persévérance contre les paradis fiscaux, qui continuent d'avoir des conséquences dramatiques sur les pays en développement.

**Alors que la France se veut, depuis un an, à la pointe de la lutte internationale contre les trous noirs de la finance mondiale, le CCFD-Terre solidaire juge les propos de Nicolas Sarkozy, selon lesquels « les paradis fiscaux, le secret bancaire c'est terminé », éminemment contre-productifs.**

**Ils sonnent comme un sauf-conduit pour les entreprises multinationales qui bâtissent leur stratégie financière à l'aune de ces paradis fiscaux, et pour les criminels et les fraudeurs du fisc qui continuent de trouver un abri imparable dans ces trous noirs de la finance. Les propos du président français seront également perçus comme un abandon des pays les plus pauvres, durement affectés par la crise, et qui continuent de voir entre 600 et 800 milliards d'euros s'envoler chaque année vers les paradis fiscaux.**

Depuis le G20 d'avril, seules quelques brèches ont été ouvertes dans le secret bancaire. Les paradis fiscaux continuent de garantir l'opacité aux personnes et aux entreprises qui veulent contourner l'impôt et les lois grâce aux sociétés écran et à divers mécanismes prête-noms, comme les trusts. En effet, il suffit à des paradis fiscaux notoires comme Monaco ou les Îles Caïmans de signer des conventions fiscales peu contraignantes avec douze pays, souvent eux-mêmes des paradis fiscaux, pour sortir de la liste grise établie par l'OCDE. Les pays en développement, eux, n'en retirent aucun bénéfice. Pourtant les paradis fiscaux les privent de ressources vitales pour lutter contre la faim et financer leur développement.

**Pour le CCFD-Terre solidaire, la France doit adopter une attitude plus volontariste contre les paradis fiscaux et judiciaires en exigeant des banques et des multinationales qu'elles fassent toute la lumière sur leurs activités dans chaque pays où elles opèrent.** En s'engageant en France aux côtés de plusieurs syndicats et associations dans la campagne « Stop paradis fiscaux ! », lancée ce lundi, le CCFD-Terre Solidaire entend maintenir la pression pour un réel démantèlement des paradis fiscaux.

**Contact-presse : Nathalie Perramon / CCFD-Terre Solidaire - 01 44 82 80 67 – 06 82 85 28 82**  
[n.perramon@ccfd.asso.fr](mailto:n.perramon@ccfd.asso.fr)

**Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre Solidaire)**

Première ONG française de développement, avec 40 millions d'euros de budget et plus de 500 initiatives soutenues chaque année dans 70 pays du sud et de l'est, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre Solidaire) a acquis depuis près de 50 ans un savoir faire et de nombreuses références dans le dialogue avec les sociétés civiles de ces pays. Cette expertise est utilisée aujourd'hui dans de nombreuses activités de communication, de plaidoyer, et d'éducation au développement en direction du public français et européen, grâce à un réseau de 15 000 bénévoles militants. [www.ccfid-terresolidaire.org](http://www.ccfid-terresolidaire.org)